

Ligue Algérienne pour la Défense des droits de l'Homme

الرابطة الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان

Bureau National
Email : laddhalgerie@gmail.com
Tel Portable : 213.7.71.59.26.18

المكتب الوطني
بريد الكتروني laddhalgerie@gmail.com
هاتف نقال 213.7.71.59.26.18

Alger Le 26/12/2015

Inflation et détérioration du pouvoir d'achat des algériens

La Ligue Algérienne pour la Défense des Droits de l'Homme (LADDH) tire la sonnette d'alarme face à la détérioration du pouvoir d'achat des algériens, nous somme déjà confrontés à un problème de survie et le front social algérien sera davantage agité dans les mois à venir, au point de risquer la rupture, les raisons de l'inflation reflètent les dysfonctionnements contenus dans la politique économique du gouvernement et surtout après l'adoption la loi finance 2016 et ses effets sur les conditions de vie du citoyens et particulièrement sur les couches les plus défavorisées .

Ce n'est certainement pas demain que la ménagère pourra remplir son panier sans que son porte-monnaie ne s'allège de ses quelques maigres sous. Tous les signaux et les indices convergent vers une détérioration du pouvoir d'achat.. Ce qui est alarmant c'est qu'aucun groupe de produits n'a été épargné par cette «flambée» de l'indice des prix à l'importation. Celle qui concerne les produits alimentaires retient encore une fois l'attention et renseigne sur le degré de dépendance chronique et récurrente de l'Algérie vis-à-vis de l'extérieur pour satisfaire la demande en besoins alimentaires (céréales, laits, viandes, légumes secs...). On le constate que les vendeurs affichent discrètement les prix qui, pour la plupart des produits, dépassent allègrement les 150 DA. En effet, les prix de ces aliments de base qui font le bonheur durant l'hiver donnent des sueurs froides aux clients. Les haricots secs sont à 200 DA, les pois cassés à 150 DA, les pois chiches à 200 DA. L'addition sera salée pour le citoyen, cet inextricable casse-tête imposé par la hausse des prix des produits de consommation de base exacerbée par les spéculateurs. «Cette hausse des prix à l'importation a concerné l'ensemble des groupes de produits et a été particulièrement importante pour plusieurs produits, notamment alimentaires.

La LADDH attire l'attention l'opinion publique que le constat en Algérie est l'absence d'une véritable concurrence (gel du conseil national de la concurrence dépendant d'un simple ministre du commerce alors qu'il devrait être une institution indépendante). Nous assistons à des tendances monopolistiques faisant que les circuits entre le producteur et le consommateur (les grossistes informels)

ont tendance à se rallonger, la marge commerciale pouvant représenter 2 à 3 fois le prix de production (surtout dans le domaine agricole), ce qui ne peut que décourager le producteur immédiat et l'orienter vers des activités spéculatives. Ainsi, la politique d'encadrement des prix s'avère d'une efficacité limitée, sinon il faudrait des milliers de contrôleurs qui ne changeraient d'ailleurs pas le problème dans la mesure où le contrôle des prix repose sur le détaillant qui ne fait souvent que répercuter ces surcoûts de distribution.

Dans ce contexte la LADDH dénonce une hausse des prix de plus de 15 % dans les derniers jours, malgré l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) selon son rapport semestriel sur les marchés alimentaires mondiaux que les prix des principaux produits alimentaires importés par l'Algérie ont enregistré une baisse de 19 % sur le marché international, cette situation est entretenue par des lobbies de l'importation agroalimentaire, des hausses intempestives (spéculatives à souhait) qui mettent à rude épreuve le pouvoir d'achat des couches populaire et moyenne et augurent de lendemains plus qu'incertains. Les céréales, les légumes secs, les viandes et les produits laitiers ont connu eux aussi une hausse de prix inexplicable.

La LADDH propose des solutions pour remédier au problème du pouvoir d'achat en Algérie .

A) les causes complexes de cette flambée des denrées alimentaires

- Défaut d'une politique économique gouvernementale à long terme il y a un dysfonctionnement en ce qui concerne l'inflation qui connaît des augmentations et des baisses vertigineuses
- la spéculation des denrées alimentaires par le lobby
- la présence d'une grande masse d'argent qui circule dans le circuit informel.
- dévaluation du dinar par rapport aux monnaies d'achat à l'extérieur du pays
- la faiblesse de la production nationale qui n'est pas à même de concurrencer les produits internationaux
- le salaire de base de travailleurs n'est pas respecté
- Exportations algériennes hors hydrocarbures ne dépassent pas les 3%
- La facture alimentaire est de l'ordre de 11.5 milliards de dollars
- Le pouvoir d'achat du fonctionnaire algérien a connu une régression considérable, que les dernières augmentations salariales n'ont pas contribué à améliorer le pouvoir d'achat des fonctionnaires.
- La question des salaires n'a pas été traitée d'une manière étudiée et légale conformément aux taux de l'inflation annuel par rapport aux niveaux des prix des produits, notamment ceux de large consommation.
- Les salaires laissent en Algérie toujours un goût d'inachevé. Leur revalorisation depuis une année est inscrite selon le gouvernement comme une tendance à l'amélioration alors que les partenaires sociaux (syndicats

autonomes) considèrent que ces augmentations ne pèsent rien en termes d'impact sur le pouvoir d'achat des Algériens.

B) solution pour remédier à cet état de fait, la LADDH propose :

- La LADDH insiste sur des projets d'investissement dans les industries agroalimentaires pour réduire la facture des importations.
- La solution consiste-elle dans le relèvement d'un salaire minimum mieux adapté aux réalités locales ou dans la mise en place d'un "mécanisme durable et opérationnel pour maîtriser les prix de produits de large consommation". Un dilemme qui prend ses racines dans une vision qui se réduit à un simple jeu d'écritures en matière de finances.
- L'Etat de continuer à être acteur dans certains secteurs sensibles comme le transport, la santé et l'enseignement et à soutenir les entreprises productrices des produits de large consommation et d'imposer des taxes sur les marchandises importées afin de préserver l'économie nationale.
- Un système fiscal transparent impartial, moderne et indépendant
- Un environnement économique et social qui répond à des règles claires et respectées par tous les intervenants économiques
- L'organisation du commerce national et les marchés de gros ainsi que la répartition du travail selon les régions et les récoltes agricoles.
- D'éradiquer l'informel et retourner à l'utilisation des chèques bancaires et des factures dans les transactions commerciales. «Il faut éradiquer le marché informel de devises qui est une source de financement de plusieurs activités illégales à l'instar du blanchiment d'argent au même temps où les banques publiques et privées connaissent de grandes difficultés»
- Promouvoir la production nationale et aller vers des subventionnements plus ciblés en faisant en sorte de ne pas aider les producteurs et les commerçants fictifs
- L'Etat doit continuer à soutenir directement les produits de large consommation.
- Baisser l'impôt sur le revenu global

P/ Bureau National

Secrétaire National chargé des dossiers spécialisés.
HOUARI Kaddour

Ligue Algérienne pour la Défense des droits de l'Homme

الرابطة الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان

Bureau National

Email : laddhalgerie@gmail.com
Tel Portable : 213.7.71.59.26.18

المكتب الوطني

بريد الكتروني laddhalgerie@gmail.com
هاتف نقال 213.7.71.59.26.18

الجزائر 26 ديسمبر 2015

التضخم وانهيار القدرة الشرائية للمواطن الجزائري

إن الرابطة الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان تعبر عن قلقها الشديد من تزايد ارتفاع أسعار المواد الاستهلاكية التي لها علاقة حيوية بالحياة اليومية للمواطن ، و تؤكد بان الجبهة الاجتماعية في هذه الفترة تشهد حالة من الانفلات في أسعار المواد الأساسية ، و أن الارتفاع الحاد وغير المبرر للأسعار بصورة لم تعد متناسبة مع قدرات المستهلك الشرائية في ظل الأوضاع الاقتصادية والمعيشية الصعبة التي يمر بها المواطن الجزائري ،ولسيما بعد إجهاز الحكومة و البرلمان على ما تبقى من القدرة الشرائية بعد مصادقة على قانون المالية 2016 الذي يعد أكثر سوداوية وأكثر شراسة في تهديد السلم والاستقرار الاجتماعي، بسبب مختلف الضرائب والرسوم التي يراد للمواطن أن يتحملها عوض اللوبيات الفساد، مما يدق السيد هواري قدور الأمين الوطني للملفات المتخصصة ناقوس الخطر و تؤكد الرابطة الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان بان هناك مؤشرات واضحة على ان الجبهة الاجتماعية على صفيح ساخن كقيلة بإحداث انفجار وشيك لا تحمد عقباه في بداية سنة 2016 ، في ظل المضاربة التي تمارسها "لوبيات" من مستوردين ومنتجين لم يتم بعد السيطرة عليهم ،اذا لم تتدخل الحكومة لتهدئة الوضع ، وأن الاستمرار بهذه السياسة ينذر بكارثة اجتماعية في الجزائر .

و من هذا المنطلق ، تتسائل الرابطة الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان كيف ارتفعت أسعار العديد من المواد الغذائية الأساسية في الأسواق الوطنية ارتفاعا جنونايا أكثر من 20 بالمائة في سنة 2015، في حين أشار تقرير أعدته منظمة التغذية التابع للأمم المتحدة "الفاو"، بأن أسعار المواد الغذائية الأساسية في العالم بأسره، انخفضت بنسبة 19.2 بالمائة في سنة 2015

ويرى المكتب الوطني للرابطة الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان عن الأسباب لارتفاع الأسعار و الانخفاض القدرة الشرائية :

- عدم توفر الأدوات المالية اللازمة لمكافحة التضخم
- الاحتكار السوق ، وذلك في ظل سياسة الانفتاح التجاري لدولة الجزائرية وفتح باب الاستيراد للجميع دون قيود أو حماية أو رقابة (سياسات الاحتكار التام المتبع في جميع المجالات الاقتصادية من قبل أصحاب النفوذ في البلد ، خصوصا العمل في مجال التجارة لان معظم السلع والمواد الاستهلاكية مستوردة من الخارج ، وان وضع الأسعار من قبلهم يكون بلا منازع ومحتكر بصورة تامة ولا توجد هناك المنافسة في التخصص)
- فقدان الإنتاج المحلي من السلع والمواد الصناعية والزراعية في الأسواق المحلية والاعتماد الكلي على السلع والمواد المستوردة.
- عدم انتهاج سياسات داعمة ومشجعة للإنتاج المحلي، حماية للمنتجين المحليين من المنافسة الخارجية، وحفزا لهم على الاستمرار في العملية الإنتاجية.

- ارتفاع أسعار المواد الغذائية نتيجة ارتفاع الضرائب المختلفة
- ضعف الرقابة الرسمية على الأسواق بالجملة
- غياب آلية تحديد الأسعار بصورة حقيقية، على أساس تكلفة الإنتاج وهوامش الأرباح المضافة.
- وترك الأمر برمته للمنتجين والوسطاء والمضاربيين والمنتفعين على مسار خط إنتاج وتوزيع السلعة المعينة، ليضعوا ما يروق لهم ويشبع نهمهم من الأسعار.
- الفساد الإداري والمالي المنتشر في المؤسسات والدوائر في جميع أنحاء الجزائر، واختلاس وهدر الأموال العامة . نتيجة سيطرة بعض القوى والشخصيات السياسية على موارد الدولة وانتشار الرشوة في دوائر الدولة والكسب السهل للأموال والمبالغ الضخمة من قبل المسؤولين في الدولة ، وعدم وجود العدالة في توزيع الدخل القومي الإجمالي
- عدم تمتع المستهلك بالوعي والمرونة (عدم اجاد حلول بديلة)
- الهوة الواسعة بين استهلاك المواطن وإنتاجيته

كما يؤكد المكتب الوطني للرابطة الجزائرية لدفاع عن حقوق الإنسان انخفاض القدرة الشرائية سببه إخفاق السياسات الاقتصادية المختلفة التي نفذتها الحكومات السابقة و الحالية في إيجاد منظومة امن اجتماعي قادرة على امتصاص تداعيات ارتفاعات الأسعار وحماية الطبقات المختلفة.

وضبط فعلي لحالات الاستغلال أدت إلى بقاء الأسعار في مستوياتها العالية، في ظل الأجور الزهيدة التي يتقاضاها المواطن .

كما يقترح المكتب الوطني للرابطة الجزائرية لدفاع عن حقوق الإنسان بعض الحلول لتحسين القدرة الشرائية للمواطن :

- ضرورة تشجيع الاستثمار في الصناعات الفلاحية-الغذائية
- تصحيح الأجور وحماية القدرة الشرائية وذلك عن طريق وضع سياسة الأجور حسب القدرة الشرائية
- ايجاد القواعد الضرورية المنظمة للسوق المواد الغذائية في ظل المضاربة التي تمارسها "لوبيات" من مستوردين ومنتجين لم يتم بعد السيطرة عليهم.
- إعادة تفعيل دور الدواوين التي تم اعتمادها بهدف الضبط وتنظيم بعض الفروع مثل الحليب والحبوب والبقول الجافة واللحوم، والتي تظل محدودة التأثير في الواقع في ظل سيادة احتكارات ومحتكرين يفرضون سطوتهم على السوق وعلى سلسلة الإنتاج، والتي يبقى المنتج والمستهلك خارج التأثير، ولم تتجح هذه الدواوين حسب المتدخلين في ضمان هوامش مقبولة في الأسعار رغم تدعيمها، وتقادي النقص أو الندرة في المنتجات .
- تكثيف شبكة التوزيع من خلال وضع أكبر عدد ممكن من أسواق الجملة وهذا من أجل إعادة تفعيل ديوان الخضر والفواكه الذي سيسمح بضبط الأسعار، وهو الهدف الذي يمكن أن يتحقق عند إعادة تفعيل ديوان المنتوجات المستوردة وتسويقها، الذي من شأنه المساهمة في تحديد هوامش الربح على المنتوجات المستوردة على غرار الخضر الجافة والبن والسكر.
- إعادة النظر في الجباية والرسوم الجمركية من أجل خلق تناسق مع أهداف تشجيع المنتج الوطني وخلق مناصب الشغل وحماية القدرة الشرائية للمواطن
- إعادة النظر في الآلية المعتمدة للتسعير .

المكتب الوطني

أمين وطني مكلف بالملفات المتخصصة

هواري قدور